
NOTE MÉTHODOLOGIQUE POUR LE RAPPORT 2017 D'OXFAM « UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 99 % »

EMBARGO EN VIGUEUR JUSQU'AU 16 JANVIER 2017, 00H01 (GMT)

Le rapport 2017 d'Oxfam est le dernier numéro en date d'une série de rapports analysant les inégalités économiques et les facteurs qui les sous-tendent. Chacun de ces rapports a été publié pour coïncider avec la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Chaque année, le rapport fait le bilan des inégalités de richesses en s'appuyant sur les données du rapport de Crédit Suisse sur les richesses dans le monde, le [Credit Suisse Global Wealth Databook](#), ainsi que sur la liste des milliardaires publiée par [Forbes](#).

Janvier 2014 « [En finir avec les inégalités extrêmes](#) »

Janvier 2015 « [Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout](#) »

Janvier 2016 « [Une économie au service des 1 %](#) »

Janvier 2017 « [Une économie au service des 99 %](#) »

La présente note méthodologique précise le contexte et l'approche utilisés par Oxfam dans l'élaboration du rapport de cette année, ainsi que les principales statistiques de répartition des richesses que nous reprenons.

Contexte et approche du rapport « Une économie au service des 99 % »

On assiste depuis plusieurs années à une prolifération de données et d'analyses concernant les inégalités économiques, dont celles qui figurent dans les publications passées d'Oxfam. Les recherches documentaires d'Oxfam viennent étayer les études et les preuves empiriques existantes concernant les inégalités économiques et leur relation avec la pauvreté, tout en se concentrant sur des faits probants qui établissent le lien entre les inégalités et les activités de grandes multinationales et d'individus fortunés. Oxfam utilise les données les plus récentes sur la répartition des richesses dans le calcul de ses statistiques (voir ci-dessous). Oxfam travaille également dans près d'une centaine de pays du monde entier, qui lui servent à recueillir ses propres éléments de preuve. En 2016, les programmes et les bureaux de pays d'Oxfam au Kenya, au Brésil et au Vietnam ont apporté leur contribution sous forme de témoignages aussi pertinents que poignants et par le biais d'entretiens en tête-à-tête, démarche qui permet de donner un visage humain aux recherches et aux statistiques. Ces témoignages figurent dans le rapport « Une économie au service des 99 % » sous forme d'encadrés ainsi que sur des supports médiatiques distincts.

Oxfam a relevé six grandes hypothèses qui dominaient le discours économique. Chacune de ces hypothèses a été démontée pour en faire apparaître les failles profondes, en s'appuyant sur des recherches qui en démontrent les limites et les restrictions. La dernière section du rapport jette les bases d'une manière nouvelle d'appréhender l'économie en s'appuyant sur huit principes directeurs issus des travaux passés d'Oxfam pour repenser l'économie et imaginer des modèles d'activité autres. Chaque principe est exprimé selon ses valeurs et ses objectifs sous-jacents, et s'accompagne dans la mesure du possible d'exemples concrets de son applicabilité dans la pratique.

« Une économie au service des 99 % » cherche à consolider les connaissances d'Oxfam sur les problèmes des inégalités extrêmes et adopte une démarche de propositions qui visent à relancer les économies mondiales et nationales pour les orienter sur une voie plus juste.

Données sur la répartition des richesses

Tous les ans lors du Forum économique mondial, Oxfam défraye la chronique avec des statistiques qui révèlent les inégalités extrêmes des richesses dans le monde. Oxfam s'inquiète de la répartition des richesses, notamment devant l'importance pour les personnes vivant dans la pauvreté de posséder des actifs, surtout s'ils sont fonciers. La richesse nette apporte la résilience financière nécessaire pour faire face à des crises (par ex. une mauvaise récolte ou des frais médicaux), et offre aussi des possibilités d'investir dans l'avenir et d'améliorer les moyens de subsistance. Pour les plus riches, leur fortune est source de pouvoir et d'influence : en générant des revenus, elle s'accumule rapidement et ne fait que creuser davantage l'écart entre les riches et les pauvres.

Dans sa démarche visant à comprendre les richesses et leur répartition, Oxfam s'est appuyé en premier lieu sur le rapport du Crédit Suisse, le « Global Wealth Databook », le jugeant comme la meilleure et plus complète base de données actuellement disponible. Ce rapport repose sur près de dix ans de travaux de recherche et d'analyse de la part d'**universitaires reconnus**. Tous les ans, ils rassemblent les données les plus récentes des bilans nationaux et des enquêtes auprès des ménages qui couvrent l'intégralité des stocks de capital et la répartition des richesses au sein des pays. Pour chaque pays, ils évaluent la qualité des données les qualifiant de « médiocres » à « bonnes », en concluant généralement que la qualité des données est meilleure pour les pays riches, là même où la majorité des richesses mondiales se trouve. Ils se servent de ces sources de données pour déterminer la répartition des richesses dans le monde et présenter des

tableaux de données nationales et régionales dans le Databook, qui s'accompagne de la publication d'un rapport annexe d'analyse des données.

Compte tenu de l'ampleur de la concentration des richesses au sommet de la pyramide de la répartition, et donc de l'importance mondiale des individus les plus fortunés, nous utilisons une source de données plus granulaire qui mesure la richesse nette de ces individus. Depuis 30 ans, Forbes compile une liste annuelle des milliardaires avec l'estimation de leur richesse nette en ayant recours à des méthodes d'investigation. Forbes décrit comment « Tout au long de l'année, nos enquêteurs rencontrent les candidats à figurer sur la liste et leurs gestionnaires, ils interviewent leurs employés, rivaux, avocats et des analystes en valeurs mobilières. Nous suivons leurs agissements : les opérations qu'ils négocient, les biens fonciers qu'ils vendent, les tableaux qu'ils achètent, les causes qu'ils soutiennent. Pour estimer le patrimoine des milliardaires, nous évaluons les biens qu'ils possèdent et notamment leurs participations dans des entreprises publiques et privées, leurs biens immobiliers, leurs yachts, leurs œuvres d'art et leurs dépôts en espèces, et nous tenons compte de leur endettement. »¹

En janvier 2014, Oxfam a commencé à comparer les résultats de ces deux sources de données du Crédit Suisse et de Forbes. Le Global Wealth Databook de 2013 constatait que la moitié la plus pauvre de la population mondiale détenait seulement 0,7 % de la richesse nette mondiale, soit 1 700 milliards de dollars. En reprenant la liste de 2013 des milliardaires de Forbes, il nous a suffi d'additionner la fortune des 85 individus les plus fortunés pour obtenir un chiffre qui dépassait 1 700 milliards de dollars.²

Au cours des années suivantes, Oxfam a continué d'utiliser ces bases de données pour comprendre et illustrer la répartition des richesses. Ces deux bases de données ont également été améliorées au fil des ans. Le Credit Suisse Databook dépend de sources de données mises à disposition par différents pays. Tous les ans, à mesure que des bases de données plus à jour deviennent disponibles, ses estimations sont révisées en conséquence. En 2014, la liste des milliardaires Forbes est devenue « live » : le patrimoine des milliardaires est dorénavant mis à jour en temps réel en suivant les variations journalières de leurs actifs. Toutefois pour nos calculs, nous continuons de nous reporter à la liste annuelle qui est arrêtée à la fin du mois de février de chaque année. Depuis 2014, Oxfam publie tous les ans des statistiques sur les inégalités de richesses en utilisant ces bases de données révisées et mises à jour. À ce titre, il s'agit de « statistiques mises à jour », qui ne sont pas directement comparables d'une année sur l'autre.

Sur la base des données de 2016 du Crédit Suisse, les richesses de la moitié la plus pauvre de la population mondiale étaient inférieures à celles estimées auparavant : celle-ci ne se partage plus que 0,2 % du total des richesses mondiales, soit 409 milliards de dollars. Le calcul issu de la liste Forbes est simple : il suffit d'additionner la richesse de 8 milliardaires pour parvenir à 426 milliards de dollars, soit plus que le total des richesses de la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

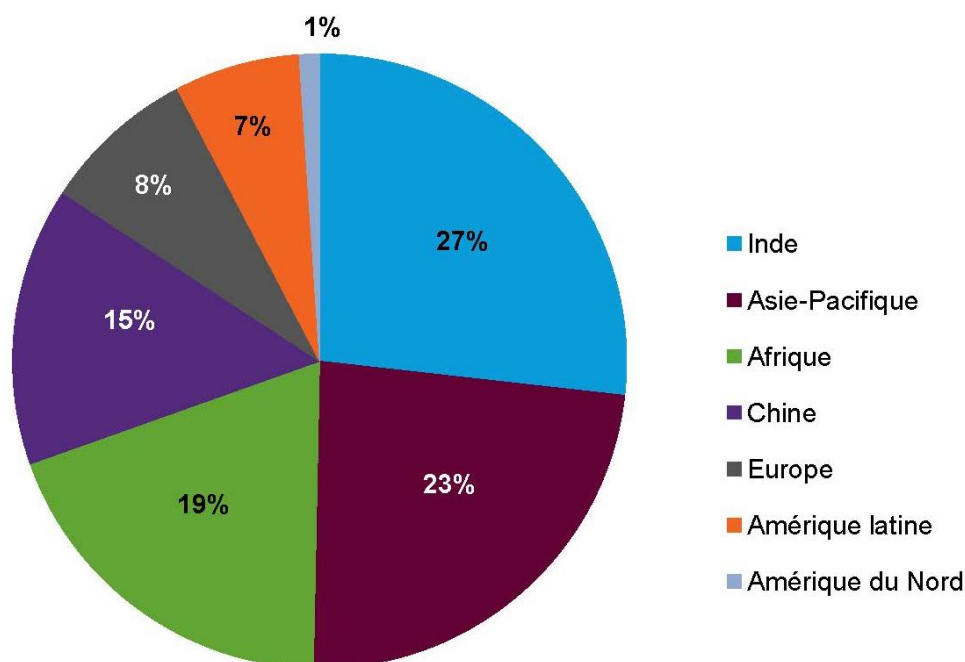
Le recul de la part des richesses du monde détenue par la moitié la plus pauvre de la population mondiale s'explique en grande partie par la disponibilité de nouvelles sources de données en provenance de l'Inde et de la Chine, qui font apparaître une plus faible quantité de richesses parmi les déciles inférieurs par rapport aux estimations passées. L'endettement est plus présent dans la frange la plus pauvre et les centiles 30-50 % de la population mondiale disposent de moins de ressources.

Les inégalités de richesses illustrées par ces calculs ont suscité une forte attention, tant par le niveau obscène des inégalités qui existent, mais aussi sur les données sous-jacentes et les calculs à proprement parler. Nous répondons ci-dessous à quelques-unes des questions les plus souvent posées au sujet de ces calculs.

Qu'en est-il de l'endettement ?

Dans la répartition des richesses dans le monde, il est possible qu'en raison de leur endettement net, des personnes que nous ne percevons pas comme étant pauvres figurent parmi les plus pauvres. Celles-ci peuvent être à la fois endettées et riches en revenus grâce à des marchés de crédit qui fonctionnent bien (à l'image d'un diplômé de Harvard endetté). Il existe un certain nombre de cas de la sorte. Cependant, en termes de population, ce groupe est insignifiant au niveau mondial pris dans sa globalité. La figure 1 montre que seulement 1 % de la moitié la plus pauvre de la population mondiale sont d'Amérique du Nord, tandis que 70 % vivent dans des pays à faible revenu.

Figure 1 : Répartition régionale de la moitié la plus pauvre de la population mondiale



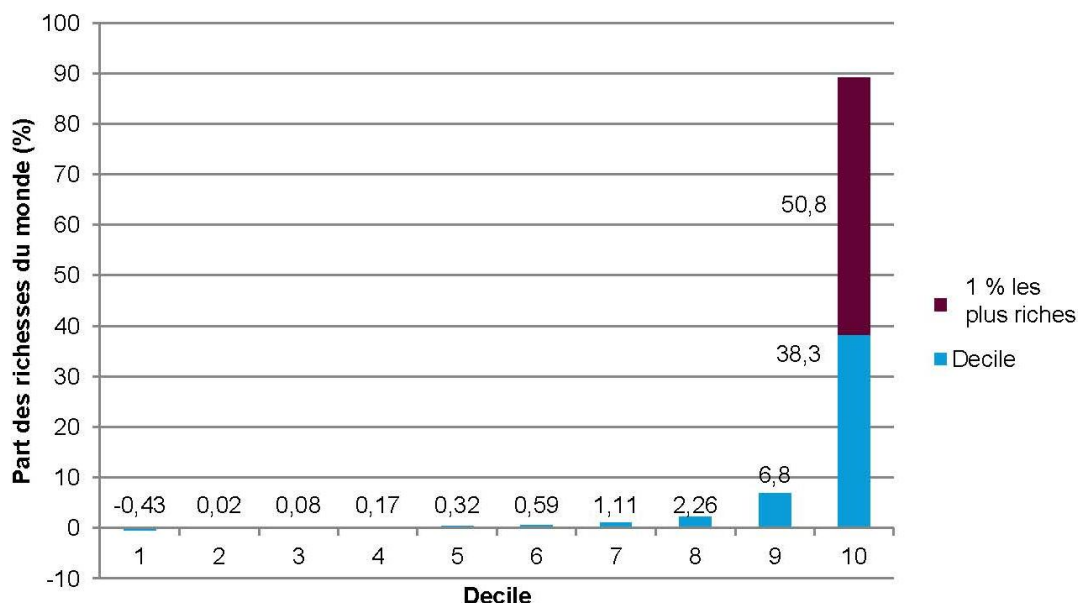
Le seul décile à présenter un endettement net (dont les dettes sont supérieures à leurs actifs) porte sur les 10 % les plus pauvres de la planète. L'endettement total net des 10 % les plus pauvres de la population mondiale représente seulement 0,4 % de la richesse mondiale totale, soit 1100 milliards de dollars. Il est vrai que cet endettement provient en majeure partie de personnes endettées qui vivent en Amérique du Nord (371 milliards de dollars) et en Europe (612 milliards de dollars). Il serait toutefois erroné d'en conclure qu'il s'agit dans tous les cas de personnes à revenu élevé ayant un emprunt d'étudiant à rembourser ou d'autres investissements productifs similaires. Le Credit Suisse Global Wealth Report analyse ce groupe dans le détail et en conclut que « Les résultats montrent que les 'facteurs à risque' les plus associés aux 20 % les plus pauvres de la population sont le fait d'être jeune, célibataire, ou mal éduqué. Les facteurs secondaires portent sur le fait d'avoir trois enfants ou plus, ou d'être dans une catégorie « autre à ne pas travailler » (par ex. les individus au chômage ou handicapés, plutôt que retraités). L'expérience d'Oxfam à travailler avec quelques-unes des personnes les plus pauvres aux États-Unis et au Royaume-Uni confirme bien cette réalité. « Quasiment partout, le plus gros 'risque' est d'avoir moins de 35 ans, ce qui augmente la probabilité de 15 % en moyenne. Il n'y a rien d'étonnant à cela et cela reflète bien le fait que les moins de 35 ans se trouvent au début de leur cycle de vie en termes d'épargne et d'accumulation de richesses. En revanche, depuis quelques années maintenant, les jeunes sont confrontés à de vraies difficultés et notamment un taux de chômage disproportionnellement élevé aux lendemains de la crise financière mondiale. La fréquence et la taille accrues des prêts étudiants renforcent à leur tour la probabilité que les jeunes resteront en queue de peloton

de la répartition des richesses. »³ Dans les pays riches, certains des endettés figurent aussi parmi les plus pauvres de la société, qui empruntent pour survivre.

Les chiffres révèlent que les personnes vivant en endettement net ne se bornent pas aux pays les plus riches : 10 % environ des populations de toutes les régions, y compris en Chine, en Inde et en Afrique souffrent d'endettement net. Les données ne précisent pas les circonstances à cet endettement net dans les pays en développement : s'il s'explique par des microcrédits à des fins productives, des marchés de crédit plus solides ou une accumulation de dettes nécessaires pour subvenir à des besoins de consommations. Contrairement au logement, où il est facile de contrebalancer un endettement hypothécaire par la valeur d'un bien immobilier, il est très difficile de quantifier correctement des actifs et leurs passifs associés dans différents contextes. Néanmoins, l'absence apparente d'actifs au sein des ménages et l'existence d'endettement dans les pays, surtout dans ceux où l'assurance de protection sociale est limitée pour les retraites ou les soins de santé, par exemple, est un sujet préoccupant et mérite des études plus approfondies.

Partout dans le monde, l'immense majorité des personnes endettées sont véritablement très pauvres. Pour autant, indépendamment de la nature et des conséquences de l'endettement net au bas de la pyramide de la répartition mondiale, il ne fausse en rien la réalité globale de l'extrême concentration des richesses dans l'économie mondiale (voir la figure 2). Même en passant outre le total de l'endettement net de ce groupe (dans les faits, la richesse négative détenue par les 10 % les plus pauvres), la richesse positive du reste de la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne dépasse toujours pas les 1500 milliards de dollars. La fortune cumulée des 56 personnes les plus riches au monde suffit pour égaler les richesses de ce groupe.

Figure 2 : Répartition mondiale des richesses par décile



Qu'en est-il des taux de changes ?

Le Crédit Suisse consignait ses données en dollars américains, les fortunes exprimées dans d'autres devises doivent elles aussi être converties en dollars. Reste à savoir si cette pratique se justifie, car l'évolution de la richesse nette sur la durée dans une région ou un pays donnés peut être due à la fluctuation des taux de change qui importe peu pour ceux désireux d'utiliser leur fortune sur le plan national. Au Royaume-Uni, les richesses ont chuté de 1500 milliards de dollars au cours de l'année passée en raison de la dévaluation de la livre Sterling. Néanmoins, il n'est pas possible de faire passer sous le couvert de la variation des taux de change les inégalités de richesses persistantes sur le long terme que

le Crédit Suisse fait apparaître. La moitié la plus pauvre de la population mondiale n'a jamais détenu plus de 1,5 % du total des richesses depuis 2000, et les 1 % les plus riches n'en ont jamais possédé moins de 46 %. Parallèlement à cela, la valeur du dollar a changé considérablement : s'il était en recul dans les années 2000, il se renforce depuis 2011.⁴ Compte tenu du volume de capitaux négociés mondialement sur le total des stocks de capital, les taux de change restent une méthode adaptée pour convertir les devises.

Pourquoi cela est-il important alors que la pauvreté des revenus recule ?

En 1990, 35 % de la population mondiale vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. Après trente années de réduction de la pauvreté, on estime qu'en 2015 moins de 10 % de la population du monde vivaient en-dessous de ce seuil, arrêté à 1,90 dollar par jour.⁵ S'il est important de saluer ces progrès, toute attitude de complaisance serait déplacée. Pour que le monde atteigne l'objectif de développement durable visant à l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030, la Banque mondiale a exposé clairement la nécessité d'une répartition plus égalitaire de la croissance, et de la réduction associée des inégalités.⁶ Dans l'analyse d'Oxfam de la répartition des revenus en 2016, qui a utilisé des données de la base de données de la répartition mondiale des revenus,⁷ nous constatons que, si les revenus des 10 % les plus pauvres de la population ont cru au cours des dernières décennies, ils n'ont augmenté que de 3 dollars par an. Dans le même temps, les revenus des 1 % les plus riches de la population ont augmenté de 11 800 dollars, soit 182 fois plus.⁸ Il est bien reconnu que ces données sur le revenu sous-estiment le revenu des plus fortunés. Ces résultats dressent un tableau particulièrement conservateur de l'écart qui existe entre les grands fortunés et les pauvres et dans quelle mesure les très riches sont les bénéficiaires de la plus grande part de la croissance économique. Pour la plupart des pays où des données sont disponibles pour les plus riches, les données montrent que l'écart entre les 1 % les plus riches et le reste continue de se creuser.⁹ Ce n'est qu'en s'attaquant aux inégalités économiques qu'il sera possible de mettre fin à l'injustice de l'extrême pauvreté.

D'autre part, le seuil d'extrême pauvreté reste un seuil terriblement bas, qui se contente d'indiquer si une famille dispose de moyens suffisants pour survivre. Pour la plupart des pays, le seuil de pauvreté national est bien plus élevé que 1,90 dollar par jour, et nous savons que des milliards de personnes dans le monde tombent en-dessous des seuils de pauvreté nationaux et d'autres indicateurs multidimensionnels de la pauvreté. Dans l'analyse d'Oxfam sur la répartition des richesses, nous nous concentrons sur un aspect important de la puissance économique : les actifs, car ce sont eux qui permettent de résister aux chocs et qui offrent des opportunités pour des investissements futurs. Nous savons bien que pour répondre à des besoins essentiels, il est toujours possible d'augmenter la consommation en ayant recours à des prêts à des conditions abusives, mais il s'agit là d'une pratique qui n'est ni durable, ni juste.¹⁰ Nous savons aussi que des factures médicales inattendues peuvent être le facteur déclencheur qui fait basculer des gens en situation de pauvreté.¹¹ L'analyse d'Oxfam de la répartition des richesses contribue à mettre en lumière les injustices économiques les plus criantes, en regardant au-delà des mesures extrêmes de pauvreté.

Tournés vers l'avenir

Oxfam continuera à travailler avec le Crédit Suisse, Forbes et d'autres bases de données pour montrer l'ampleur des inégalités économiques qui sévissent dans le monde. Aucune base de données n'est parfaite, et Oxfam appelle à une amélioration rapide et radicale de la qualité des données, surtout dans les pays les plus pauvres. Oxfam demande plus particulièrement à ce que les données sur les revenus reflètent mieux l'ampleur des revenus et des richesses qui se situent au sommet de la pyramide de la répartition. Tous

horizons politiques confondus, on s'accorde à dire que nous sommes confrontés à des niveaux d'inégalités les pires depuis un siècle qui sont extrêmement préoccupants. Oxfam espère que ses rapports pour le Forum économique mondial à Davos, aux côtés de ses autres rapports sur les inégalités et la pauvreté, peuvent continuer à apporter une petite contribution à un débat sérieux et important sur l'ampleur de la crise des inégalités et les mesures à prendre pour y remédier.

NOTES

- 1 K. Dolan., (2012). 'Methodology: How we crunched the numbers'. <http://www.forbes.com/sites/kerryadolan/2012/03/07/methodology-how-we-crunch-the-numbers/#cef58c715113>
- 2 R. Fuentes-Nieva. (2014). 'Anatomy of a killer fact: The world's 85 richest people own as much as the poorest 3.5 billion'. Blog « From Poverty to Power ». <http://oxfamblogs.org/fp2p/anatomy-of-a-killer-fact-the-worlds-85-richest-people-own-as-much-as-poorest-3-5-billion/>
- 3 Crédit Suisse. (2016). 'Global Wealth Report 2016'. <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD783798-ED07-E8C2-4405996B5B02A32E>
- 4 Voir le tableau 4 du Vice-président Stanley Fischer.(2015, Août):'US Inflation Developments'. <https://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/fischer20150829a.htm>
- 5 Banque mondiale. (2015, 4^{er} octobre). « La Banque mondiale prévoit que, pour la toute première fois, la pauvreté mondiale passera en-dessous de la barre des 10 %. Il reste à surmonter des obstacles majeurs pour atteindre l'objectif d'éliminer la pauvreté d'ici 2030. » Communiqué de presse <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/10/04/world-bank-forecasts-global-poverty-to-fall-below-10-for-first-time-major-hurdles-remain-in-goal-to-end-poverty-by-2030>
- 6 Banque mondiale. (2016). 'Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality'. DOI: 10.1596/978-1-4648-0958-3 <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 7 Données de Lakner et Milanovic (2013). Tous les revenus en dollars PPA de 2005, qui représentent les revenus réels en 2005. <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:23690796~pagePK:64214825~piPK:64214943~theSitePK:469382,00.html>
- 8 D. Hardoon, S. Ayele, (2016). Note méthodologique en accompagnement de « Une économie au service des 1 % : Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme. » <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/an-economy-for-the-1-how-privilege-and-power-in-the-economy-drive-extreme-inequ-592643>
- 9 Banque mondiale. (2016). 'Taking on Inequality'. Op. cit.
- 10 Un rapport d'Oxfam à venir sur l'Indonésie comprend un entretien avec EP, dont le récit est typique de nombreux travailleurs contraints de s'endetter lourdement ne serait-ce que pour subvenir à leurs besoins essentiels. D'après EP, près de 90 % des travailleurs de l'usine où il travaille ont des emprunts à rembourser à un taux d'intérêt de 20 %.
- 11 E. Seery. (2014). « Au service de la majorité : Des services publics pour combattre les inégalités. » <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp182-public-services-fight-inequality-030414-fr.pdf>

© Oxfam International, janvier 2017

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon. Oxfam remercie Irene Guijt pour sa assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-871-5 en janvier 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org